



Vu de Loire-Atlantique :

Le texte d'orientation politique du 34ème congrès du PCF a considérablement évolué, laissant une large place aux modifications proposées par les fédérations. 4 délégués de Loire-Atlantique racontent leur congrès.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 862

18 décembre 2008

prix : 0,70 €



**34ème congrès du PCF :
Fraternité et rassemblement
pour un congrès d'ambition !**

Joyeuses Fêtes

L'Équipe des
«Nouvelles de
Loire-Atlantique»
vous souhaite de
joyeuses fêtes de
fin d'années.

Que 2009 soit
pour chacun
d'entre vous une
année de
réussite, de
résistance
et d'émancipation
pour construire
ensemble un
autre avenir pour
l'Humanité que
celui qu'imposent
les normes
destructrices
du capitalisme
financiarisé.

2009

HUMA CAFÉ

La prochaine rencontre
de l'Huma café aura lieu

Vendredi 9 janvier
à 18h30
(salon de musique du Lieu
Unique)

Autour de la crise
économique
avec Pierre Ivora

L'actualité politique...

EN BREF

La relance, c'est du bidon...

Pas pour tout le monde quand on sait que le plan annoncé par Nicolas Sarkozy à Douai prévoit 500 fois moins pour les pauvres que pour les banques. Une nouvelle fois aux abonnés absents de ce énième plan de crise le pouvoir d'achat et l'emploi et plus généralement les français.

Métier : Homme de main

C'est sûr de sûr, un gars du sérail, à qui notre Président a donné les pouvoirs pour distribuer les 26 milliards alloués généralement pour «la relance». Aucun risque avec Patrick Devedjian pour que les billets ne tombent pas dans d'autres poches que celles des abonnés du CAC 40.



Bouclage médiatique

La réforme voulue par le Président de l'audiovisuel français pourrait se résumer dans une phrase prononcée à ce sujet par le chef de l'Etat «Mon rôle c'est de moderniser la société française. Comment pourrais-je le faire si ceux qui sont chargés de l'expliquer ne se modernisent pas ?» La chasse aux sorcières est officiellement ouverte...

12 ans de trop ?

Le rapport qui préconise la possibilité d'incarcération des mineurs dès 12 ans, illustre l'esprit de ceux qui nous gouvernent, celui du rapporteur Varinard et de sa ministre Rachida Dati. Ce texte confond tout simplement l'enfance en danger et l'enfance «dangereuse» et le glissement du droit pénal vers le droit commun... inacceptable !

Tourner manège...

L'un s'en va l'autre arrive, mais les mêmes restent. Xavier Bertrand «homme du dialogue» quitte le gouvernement et le ministère du travail pour prendre la présidence de l'UMP. Philippe Hortefeux «homme sans dialogue» quitte son rôle de décideur sans concertation au ministère de l'immigration pour aller au ministère du travail. Bonne chance pour les prochaines négociations sociales...

Point de vue par Aymeric SEASSAU

La préparation du 34ème congrès du PCF laissait place à des craintes légitimes chez les communistes. D'autant que les médias en tiraient parti pour prédéterminer de façon outrancière que le congrès du PCF ressemblerait à celui du PS, c'est-à-dire aux déchirements et à la division. Il n'en a rien été !

Au contraire, les communistes ont fait la démonstration de leur sens des responsabilités en engageant des débats de fond dans la sérénité. Ceux qui misaient sur l'éclatement, la division, et les querelles menant vers un nouvel affaiblissement du PCF en ont été pour leurs frais.

L'ambiance conviviale qui a rassemblé le petit millier de délégués autour de chansons révolutionnaires le Dimanche matin dans l'attente du résultat du vote sur les directions, rappellera aux mauvaises langues que les communistes continueront de conjuguer solidarité et fraternité au quotidien.

Bien sur des débats parfois clivant ont eu lieu. C'est normal, c'est utile et c'est nécessaire. **Qu'il ressorte du congrès que les communistes s'opposent à la création d'une autre force politique et décident ensemble de poursuivre l'histoire du Parti Communiste Français en ouvrant d'importants chantiers pour le faire évoluer est une bonne chose.** Cela met les décisions d'orientation nationale en conformité avec la volonté des communistes dans de très nombreuses fédérations parmi lesquelles celle de Loire-Atlantique. Bien sur, la multiplication de listes alternatives pour

l'élection de la direction nationale peut être source d'inquiétude.

Bien sur il y a du travail pour mettre un terme à l'affaiblissement du PCF et contribuer à ouvrir des perspectives de changement.

Mais après un congrès 2006 insatisfaisant et une assemblée générale des sections houleuse à l'hiver 2007, il y avait besoin de gestes forts pour donner le signe d'un ressaisissement. C'est le choix qu'ont fait l'immense majorité des délégués



Les communistes continuent de conjuguer solidarité et fraternité au quotidien

au 34ème congrès du PCF. Alors au travail, après le débat, reprenons le chemin des entreprises et des quartiers.

Les salarié(e)s et les familles populaires ont besoin de forces politiques organisées au plus proche de leurs préoccupations pour faire grandir l'exigence d'une société juste et humaine, débarrassée des eaux glacées du calcul égoïste dans lesquelles nous plongeons chaque jour un peu plus les capitalistes et leurs alliés politiques. Ils pourront compter sur les communistes et leur parti.

Combattre l'homophobie

Par l'une de ces dernières nuits froides de décembre à Nantes, un homme a été passé à tabac par deux jeunes, à cause de son homosexualité. Banal sans doute, pensent certains. Ce fait, ajouté à beaucoup d'autres illustre malheureusement le climat d'homophobie que la société, loin de réprimer, laisse suinter. En témoigne « l'affaire » Bridou. Il y a sept ans, à Garges-lès-Gonesse, Christophe Bridou était destitué de la police municipale qu'il dirigeait et exclu de la fonction publique territoriale. Sommé par la sénatrice-maire Nelly Olin d'«avouer» son homosexualité, il est arbitrairement accusé de vol et de détournement de biens publics, d'escroquerie et de pédophilie. Rejeté, meurtri, il va, pendant six mois, sombrer de désespoir en déses-

poir, jusqu'à ce qu'un juge du tribunal de grande instance de Pontoise rende une ordonnance de non-lieu sur tous les chefs d'accusation qui le visent. Mais, depuis, Christophe Bridou n'a toujours pas été réintégré dans ses fonctions et ses droits sociaux. Avec confiance, il attend que justice lui soit rendue malgré tous les recours que ceux qui lui font tant de mal introduisent devant les tribunaux. Avec confiance, il attend beaucoup du soutien de celles et ceux qui signent en sa faveur la pétition de SOS-homophobie (HYPERLINK "mailto:soutien.bridou@sos-homophobie.org" soutien.bridou@sos-homophobie.org). De son histoire, il a tiré un livre, «Calomnie», qu'il vient de publier chez Hachette. L'Huma ainsi que Jean Ristat dans «les lettres françaises» viennent de révéler cette affaire que l'écrivain et poète compare à ce que furent en leur temps «l'affaire Calas» ou «l'affaire Dreyfus». En finir avec l'homophobie implique des actes



forts. Les communistes, non seulement s'associent à ce combat, mais dénoncent ces serviteurs du pouvoir dont la médiocrité bien-pensante a souvent fait le lit du fascisme. Le combat pour une société plus juste, plus humaine et solidaire passe par le rejet de l'homophobie. Pour que jamais plus un homme ne se fasse tabasser dans les rues de Nantes en raison de son orientation sexuelle. Pour ne plus banaliser cette forme de racisme qu'est l'homophobie.

YV

De vous à moi...

Vive les fêtes de fin d'année, roulez, roulez, selon la tradition, avant le père Noël, le père Nicolas qui est de sortie...

Oui, il y a celui qui fait le bonheur des enfants dans l'Est de la France, et l'autre qui fait toute l'année le bonheur des riches et abonnés du CAC 40.

Cette année encore, notre très agité président a multiplié ses offrandes à ses copains.

Après, il y a quelques semaines, une mise en bouche avec 320 milliards aux banquiers dont 40 de disponibles tout de suite, ce sont 26 milliards qui viennent d'être distribués généreusement aux patrons de l'automobile et du bâtiment, sans autres contreparties que d'accepter la mise en chômage technique de dizaines de milliers de salariés.

Elle ne serait pas belle la vie... si dans le même temps, les pauvres devenaient encore plus pauvres, les salariés plus exploités et les SDF sans perspectives...

Mais pour certains, cette politique ne va encore pas assez loin.

C'est ainsi que le très distingué sénateur UMP Marini propose de déduire des impôts de ces pauvres malheureux boursicoteurs, des pertes qu'ils auraient pu avoir dans cette période difficile. Cela touche les petites gens, ose-t-il déclarer, on pourrait réduire leurs impôts dans la limite de 10700 ? ...

A ce niveau de provocation, il n'y a, je crois plus grand-chose à dire, si ce n'est se fâcher...

Y.C.

VITE LU VITE DIT

Prime au perdant

L'UMP de Loire Atlantique change de président. François Pinte, «le jeune loup» qui ne cesse de se ramasser des pelles, élection après élection, vient d'être désigné, par ses pères, secrétaire départemental, en remplacement du sénateur André Trillard. Doit-on par cette élection voir un changement politique au sein du parti très fermé du président Sarkozy ? Notons tout simplement que François Pinte a toujours été un fidèle et un protégé du premier ministre François Fillon qui voit peut-être par cette nomination un renforcement de son autorité mise à mal sur la région et le département.

Inquiétude pour l'avenir des IUT

L'inquiétude grandie dans les IUT suite aux annonces budgétaires pour 2009. Avec un maintien de la dotation par rapport à l'an dernier, alors que les dépenses augmentent, les IUT craignent de ne pouvoir répondre à leurs obligations. Une nouvelle fois les contributions de l'Etat sont montrées du doigt par les enseignants et les étudiants. Un dossier qui devrait faire parler de lui dans les prochaines semaines.

Darcos ne fait pas recette

Les manifestations lycéennes se sont multipliées ces derniers temps en France, comme dans notre département, contre les projets du ministre de l'éducation Xavier Darcos. Au centre des préoccupations, « les coupes budgétaires du ministère » qui dirigent les lycéens vers « des bacs light ». Comment peut-on, se prévaloir d'une politique cohérente d'éducation avec moins de postes d'enseignants et donc moins d'heures de cours. Dans les manifestations l'on pouvait entendre les lycéens mettre en accusation la fermeture de classes et d'écoles quand dans le même temps on ouvre des prisons.

Chômage : la crise a bon dos.

**Trelleborg, Manitou, Arce-
lor, Lavandier, TEAM,
FMGC, BOBEART, AHT,
AMIPI ... autant d'entre-
prises parmi de nom-
breuses autres à être au
cœur de la dégradation de
l'emploi dans notre
département. La question
de l'emploi est devenue
en quelques semaines
l'une des principales pré-
occupations des salariés.**

Chaque jour voit la liste des fermetures d'entreprises, du chômage partiel et des licenciements s'allonger. Souvent la crise économique a bon dos. Elle permet à de nombreux employeurs de mettre en

place des plans de licenciements en son nom pour mieux délocaliser où «ajuster» leur rentabilité.

Que penser en effet de l'annonce de la fermeture d'Amora ? La crise amènerait-elle, à ce point, les français à se serrer la ceinture sur la moutarde... De tels arguments ne se justifient pas. Pourtant les chiffres parlent d'eux même comme en témoignent les représentants syndicaux à l'ASSE-DIC Atlantique-Anjou qui dénoncent des milliers de dossiers en attente d'être traités. Un engorgement de plus de 5000 dossiers provenant de la brusque dégradation de la situation de

l'emploi dans notre département. Notons à cet effet que le nombre de dossiers non traités a plus que doublé par rapport à la même période de l'année passée. Il y en avait, il y a quelques semaines, 7000 pour la région Pays de la Loire contre 3000 l'an passé à la même période.

Si ce sont souvent les salariés intérimaires les premiers touchés, des pans entiers industriels se voient touchés par le chômage partiel avec souvent plusieurs semaines comme dans les sous-traitants de l'automobile ou le bâtiment. D'autres secteurs sont au dire même des entreprises

«en sursis», des annonces de plans doivent être annoncées dans les prochains jours.

Fin octobre (derniers chiffres publiés) notre département comptait officiellement 35 471 demandeurs d'emploi soit déjà 560 de plus que le mois précédent. Sur un an la progression était de +1,5%.

Malheureusement nous pouvons craindre à la lecture des annonces actuelles que ces chiffres vont exploser dans les prochaines semaines. Les questions de l'emploi risquent d'être avec le pouvoir d'achat les dossiers chauds des premiers jours de l'année 2009.

Des prud'homales aux mobilisations

Marie-Claude Robin, secrétaire générale de l'UD CGT 44 répond aux questions des Nouvelles de Loire-Atlantique

NLA : Quelle analyse la CGT tire-t-elle des dernières prud'homales en Loire-Atlantique ?

Marie-Claude Robin : C'est un résultat historique : pour la première fois depuis la création de cette élection la CGT arrive en tête en Loire-Atlantique alors que l'Ouest de la France a toujours été un fief de la CFDT. Bien sûr nous ne pouvons pas être satisfaits du taux de participation. Mais rien n'a été fait pour favoriser la participation des salariés : De l'inscription sur les listes, au matériel électoral qui n'arrive pas pour le vote par correspondance, en passant par le refus de certains patrons de permettre aux salariés de se déplacer pour voter. La CGT ne s'en satisfait pas et dénonce fermement cette situation. D'autant que là où le vote a été organisé sur le lieu de travail, les résultats sont bien meilleurs (65% de participation à Airbus Saint-Nazaire ville contre 25% dans le département NDLR). **Le résultat de la CGT est d'autant plus significatif s'il est replacé dans le contexte.** 364 voix de plus qu'à la précédente consultation, cela peut paraître peu, mais en Loire-Atlantique la CGT progresse de près de 5% contre environ 2% au niveau national et c'est sans commune mesure avec d'autres syndicats comme la CFDT qui perd 10 000 voix. Cela laisse supposer que si la participation avait été meilleure, le score de la CGT aurait été nettement supérieur. Nous progressons notamment dans le commerce à Nantes, nous gagnons 2 sièges dans l'agriculture (1 à Nantes et 1 à Saint-Nazaire) mais aussi 1 siège dans l'encadrement. La progression dans le collège des salariés de l'industrie est elle aussi significative même si la CGT y a toujours été forte. C'est désormais la première organisation syndicale aux chantiers navals et à Airbus.

Pour notre syndicat, les résultats ont été bons dans la très grande majorité des bassins d'emploi du département.

NLA : Comment s'expliquent ces bons résultats ?

M-C R : Les résultats témoignent avant tout du fait que les salariés se reconnaissent mieux dans la CGT que dans les autres organisations syndicales. Les sondages favorables, mais aussi les récents bons résultats de la CGT dans les élections professionnelles dans la fonction publique ou dans l'enseignement ont mis en confiance les militants. Nos pratiques de terrain, notre détermination à rester au contact, au plus près des salariés y ont contribué tout comme le besoin de lutte qui s'exprime actuellement. Dans les mobilisations du printemps sur les retraites, celle sur l'emploi industriel à Saint-Nazaire, dans les luttes récentes à Beghin Say contre la fermeture ou à Trelleborg pour refuser les licenciements, dans le combat des salariés pour dire Non au travail le dimanche, la CGT a pris toute sa place. Et puis, le vote CGT a aussi été porté par une volonté de mobilisation dans l'unité. **Les salariés se sont retrouvés dans la démarche que la CGT a mise en place dans le département. En plaçant la CGT en tête, ils et elles ont donné de la force à un syndicat qui se donne les moyens de faire aboutir leurs revendications.**

NLA : Quels prolongements donner à ces résultats ?

M-C R : C'est une grande responsabilité et la CGT fera tout pour l'assumer. Nous continuerons de lutter pour les emplois, les salaires et les conditions de travail en Loire-Atlantique. Il faut également prolonger les mobilisations actuelles comme celles pour gagner le maintien de MHS ou



Marie-Claude Robin et Bernard Thibaut pendant la campagne des prud'homales

Beghin Say dans le département. Celle sur le travail le dimanche aussi puisque rien n'est terminé. Egalement, poursuivre la lutte pour la sauvegarde et le développement de nos services publics, telle que La Poste ou l'hôpital, mais aussi se mobiliser pour garantir les moyens d'un service public d'éducation émancipateur de qualité pour nos enfants. Il y a urgence à faire reculer ce patronat qui profite de la crise pour mettre des salarié(e)s au chômage partiel, se débarrasser des intérimaires, fermer des

entreprises et ne pas augmenter les salaires alors que les bénéficiaires sont là. La part des actionnaires n'est pas revue à la baisse alors que c'est précisément la spéculation boursière qui est à l'origine de la crise. **Ce n'est pas en augmentant le taux de chômage dans le département qu'on pourra relancer l'économie. Le gouvernement et le patronat doivent bien analyser le résultat de ces prud'homales, c'est un message fort qui doit être entendu. La CGT sera là pour le leur rappeler.**

Conseil Général

Roger David «le RSA, c'est travailler peu pour gagner peu» L'assemblée va mettre en œuvre le Revenu de Solidarité Active (RSA) actuellement expérimenté dans 34 départements. L'occasion pour Roger DAVID de rappeler à ses collègues que «les parlementaires de gauche n'ont pas approuvé la loi» car «le RSA n'est malheureusement plus l'outil de lutte contre la pauvreté promis». Il est devenu un dispositif de plus permettant la baisse du coût du travail et la précarisation de l'emploi pérennisant le principe «travailler peu pour gagner peu» en échange de quelques dizaines d'euros supplémentaires, «les allocataires du RSA seront demain contraints d'accepter n'im-

porte quel emploi, n'importe quelles conditions de travail, et devront en plus renoncer à tout espoir de sortir un jour de la précarité...

Nous sommes des responsables politiques, a souligné l'élu, au-delà de notre rôle de gestionnaires, nous sommes amenés à appliquer des dispositifs que l'on nous impose mais, si nous n'y prenons pas garde, nous allons cautionner le fait que les plus démunis deviennent des travailleurs légalement pauvres».



Le dossier.

34ème congrès du PCF

Le congrès vu de Loire-Atlantique



Décidément, les communistes aiment déjouer les pronostics. Ceux-là annonçaient des divisions menant tout droit à un nouvel affaiblissement du PCF. **Au contraire, dans leurs travaux à La Défense, les communistes ont fait la**

démonstration de leur volonté d'unité et de leur capacité de travail collectif. Un congrès d'ambition pour combattre et faire gagner des solutions alternatives à la crise économique du capitalisme. La visée communiste

comme le besoin d'un Parti Communiste Français a été réaffirmé tout comme la nécessité de mettre tout en oeuvre pour créer les convergences de luttes et de gestion pour permettre le changement. Seul point noir, le travail de construction de

la direction nationale n'aura pas permis d'éviter les clivages de « sensibilités » puisque 4 listes ont été proposées au vote. Dès lors, la liste construite collectivement et conduite par Marie-George Buffet, très largement majoritaire (67.72%) passant dans son intégralité, l'objectif de réduction du nombre

de conseillers nationaux n'aura pas été atteint en raison de la multiplication de listes alternatives. Parmi les propositions émanant du congrès départemental de Loire-Atlantique, Mireille Pernot et Michel Rica ont été élus sur la liste majoritaire, la candidature d'Aymeric Seassau n'ayant pas été retenue.

Reste à la nouvelle direction à se mettre au travail pour ouvrir les chantiers ambitieux qu'ont décidé des communistes déterminés à tourner leur parti vers l'avenir.



Jean-Yves LE HUÉDÉ Comité local de la section de Saint-Nazaire

J'attendais de ce Congrès la définition d'une orientation qui permette à chaque communiste de travailler ensemble dans la même direction.

Je ressors de ce Congrès avec la conviction, qu'après les conférences de sections et les conférences fédérales, le texte voté à 74% par les congressistes à beaucoup bougé, à évolué posi-

tivement affinant notre orientation et validant la nécessité du PCF, un Parti Communiste à la fois ouvert, rassembleur et identitaire.

Même si le débat n'est jamais clos, le Congrès a défini une orientation, Travaillons ensemble à la faire vivre dans la diversité mais qu'on en finisse avec les tendances.

Le chantier est maintenant ouvert pour définir concrètement les transformations dont notre Parti a besoin pour grandir.

Pour ma part, j'attends et j'œuvrerai pour que le Parti retrouve plus encore le chemin de l'Entreprise et des quartiers populaires, que l'on s'appuie sur les camarades qui militent dans les syndicats et les associations.

Enfin, je n'ai pas vu un Congrès tel que le présentait les médias avec des militants qui se déchirent, un Parti qui se délite mais avec des camarades qui échangent, qui s'affrontent parfois, mais sur des idées pour porter l'espoir d'un changement de société dont notre parti Communiste peut être le moteur.



Gilles BONTEMPS Conseiller national sortant

A l'issue du congrès, le texte d'orientation politique a beaucoup bougé. On y retrouve nombre d'idées ou d'amendements débattus et adoptés dans notre congrès départemental. Ce qui veut dire que sur les mêmes sujets, d'autres fédérations ont exprimé les mêmes exigences.

Parmi celles là **je retiens notamment : L'affirmation claire du besoin du parti communiste français à la fois ouvert, rassembleur et porteur d'une identité forte.**

La mise en oeuvre d'une démarche qui vise à construire de nouveaux rapports de force dans la société aussi bien grâce à l'activité du parti qu'avec l'apport déterminé et constructif des élus communistes et républicains s'investissant à tous les niveaux.

La démonstration a été faite que les communistes peuvent se rassembler pour dégager des orientations offensives en harmonie avec les exigences du terrain. Par contre, les conditions de désignation de la direction nationale sont de plus en plus en rupture avec l'exigence d'unité des communistes.

Elles conduisent à faire disparaître la diversité au profit de la structuration de « sensibilités » s'apparentant de plus en plus à des tendances et privant de ce fait la direction nationale de nombreuses compétences.

Il devient urgent de remettre en cause ce fonctionnement, tant pour ce qui concerne les structures que pour la désignation de la direction nationale. La modification des statuts s'impose.



Juliette BISSON Comité local de la section de Nantes

Ce premier congrès a été pour moi très instructif. Il a renforcé ma confiance pour le Parti que j'ai rejoint il y a deux ans.

Pourtant je m'interrogeais à la première lecture de la base commune de discussion mais celle-ci, maintenant amendée me semble bien plus satisfaisante.

Les médias annonçaient un congrès de tensions

et de divisions. Au contraire, les travaux se sont déroulés de manière sereine et sérieuse autour de la prise en compte de nombreux amendements apportés par les fédérations. Les communistes sont attachés à leur parti, à son unité, à son ambition révolutionnaire et à sa capacité d'action concrète. J'ai également apprécié l'ambiance fraternelle et conviviale que nous avons partagé dans la délégation de Loire-Atlantique. Les échanges avec des camarades divers, les discussions politiques, les débats sur ce que nous vivions au congrès ont été pour moi des moments riches et formateurs. **J'en ressors convaincue de la nécessité de travailler au renforcement de nos structures de proximité. J'espère que le texte que nous avons voté sera utile pour avancer dans cette direction. Après tous ces temps de débats et de réflexion, notre préoccupation principale doit être l'activité militante sur le terrain.**



Véronique MAHÉ Secrétaire de la section de Brière

Ce Congrès est le premier auquel je participe. J'en sors très motivée, enrichie de débats contradictoires mais qui prouvent qu'il faut avoir confiance dans les militants. Ils savent ce qu'ils veulent : un parti communiste qui parle fort et clair. Cette détermination a permis d'améliorer considérablement la base commune. Ce texte je le trou-

vais, comme beaucoup d'entre nous, insuffisant et comme on nous promettait un Congrès stérile et immobiliste, le pire était à craindre. C'était sans compter sur les militants communistes qui s'en sont emparés d'abord dans les sections où il a fait l'objet de débats particulièrement constructifs. Ce travail s'est poursuivi pendant le congrès d'abord en petits groupes, puis en séance plénière. Au final, on se retrouve avec un texte sérieux avec le souci de faire des propositions réalistes, un réel texte d'orientation qui a été adopté à une large majorité. **Pour moi, un des points importants est que la souveraineté des communistes y est réaffirmée car les initiatives et les décisions de Conseil National doivent prendre en compte la réalité du terrain et le vécu des militants.** Le groupe de travail auquel j'ai participé a d'ailleurs soumis un voeu soulignant que les fédérations étaient un élément incontournable dans le fonctionnement du Parti car premier vecteur de démocratie et de proximité. J'en retiens aussi des moments forts : l'intervention d'un délégué de jeunes étudiants en IUT, celle de salariés sans-papier, preuves que les communistes sont au plus près des gens en aidant et en participant aux mouvements populaires, mettant ainsi en adéquation leurs discours et leurs actes.

Nécrologie : Helyette Riou Notre camarade Helyette Riou nous a quitté après avoir longtemps combattu la maladie. Plusieurs dizaines de camarades ont tenu à lui rendre un dernier hommage au cimetière parc de Nantes où étaient organisées les obsèques. Les Nouvelles de Loire-Atlantique s'associent à la fédération et à la section de Loire et Sèvre du PCF pour assurer son mari Pierre et ses fils Xavier et Franck de leur soutien fraternel dans la période difficile qu'ils traversent.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

DCNS Indret

Les salariés débrayent contre la loi de programmation militaire qui réforme les statuts de l'entreprise.

Ne pas payer les dégâts !

Les travailleurs de la navale refusent de rester à quai. 200 salariés refusent ainsi les changements d'horaires et le chômage partiel. Ils l'ont manifesté le 10 décembre à l'occasion du départ du Fantasia.

Contre la directive européenne

Le 16 décembre, le Parlement européen s'est prononcé sur une directive porteuse de régression sociale. Cédant aux sirènes libérales, elle fait la part belle à la flexibilité et à la banalisation de la semaine de 65 heures.

Il faut sauver le CRIJ !

Le conseil d'administration du Centre Régional d'Information Jeunesse a confirmé la suppression de deux postes. Le service public de proximité d'accès à l'info pour tous les jeunes est ainsi mis à mal. Pétition en ligne : HYPERLINK "http://tinyurl.com/sauvonslecrij"

Contre la délocalisation

Les agents de l'Insee refusent la délocalisation à Metz sous le prétexte de compenser les suppressions d'emploi militaires en Moselle. Pour le maintien d'une information économique et sociale au plus près des citoyens, signez la pétition : HYPERLINK "http://www.sauvonslstatistiquepublique.org"

Tous concernés !

La présidence de la République et le gouvernement entendent procéder à des délocalisations importantes de services et de personnels – soit quelque 5000 agents – et organisent la fermeture massive d'établissements de proximité qui s'inscrivent dans la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) Le 13 décembre : la CGT, FSU et Solidaires ont appelé à des initiatives pour arrêter ces mauvais coups.

Recul de l'Etat

De 2001 à juillet 2008, l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) reconnaissait les risques encourus par certaines petites filles et jeunes femmes en cas de retour dans le pays d'origine de leurs parents. Aujourd'hui, l'Etat a opéré un brutal renversement de doctrine, sans explication et de manière unilatérale. La protection des femmes fuyant des mutilations génitales et des parents voulant soustraire leurs filles à ces pratiques n'est plus assurée.

Amputation de 22% ?

Chantage patronal qui menace de ne pas maintenir l'accord sur le financement de la retraite avant 60 ans et propose deux solutions : « baisser les prestations ou reculer l'âge de la retraite ». Les retraites complémentaires pourraient être amputées jusqu'à 22%.

Triste première en Isère



Le 1er décembre s'est produit un fait grave dans une école à Grenoble. A 15h45, un père de 4 enfants est venu, accompagné de deux policiers en civil, chercher ses enfants, pour un « rendez-vous en préfecture ». A 19h, la famille au complet était au centre de rétention de Lyon.

Leurs chaises d'école resteront vides!

100.000 dossiers en stock: la faute à la crise ?

Les Assedic ont un stock de dossiers estimé à 100.000 dossiers cela entraîne de nombreux retards de paiement d'allocations chômage en ces périodes de fin d'année.

Il est facile d'accuser la crise et la saisonnalité des emplois!

Bien sur que la crise a un impact sur notre charge de travail, mais le manque d'effectifs, l'organisation du travail et les dysfonctionnements du système informatique y sont aussi pour beaucoup.

La fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC va aggraver ce phénomène car la priorité de Pôle Emploi sera de mettre en place l'Offre Raisonnable d'Emploi, chère à Sarkozy, et donc obliger les sans emplois à accepter un emploi non en fonction de leur projet professionnel mais en fonction des seuls besoins des entreprises.

La fusion, telle qu'elle est menée va désorganiser profondément les services rendus aux demandeurs d'emplois dans une période de forte remontée du chômage.

Les choix contestables d'organisation, avec un renvoi quasi-systématique des demandeurs d'emploi vers les outils télématiques (téléphone, internet) et les inquiétudes liées à la fusion sont à l'origine du taux record de grévistes à l'ANPE le 1er décembre avec plus de 55% au national (66% en Pays de la Loire).

Sans parler des négociations sur la future convention de l'assurance chômage, qui laissent présager un avenir morose pour les salariés et les chômeurs.

Julien CHAILLOU



Mise à sac d'une entreprise industrielle



MHS Industrie est un groupe français de haute technologie. MHS Electronics, société de ce groupe, est une entreprise de pointe, novatrice, en témoigne son projet de biopuce permettant de dépister le cancer. Pour autant 30 emplois sont menacés sur trois ans dans cette société qui compte 250 salariés. En cause les logiques purement financières et spéculatives qui prévalent depuis plusieurs années.

Pour preuve, le chiffre d'affaire de la société est de 27 Millions d'Euros en 2007.

Synthétisons. En 1998, la société MHS (groupe TEMIC) est acquise par le groupe ATMEL. Deux ans plus tard, MHS SA devient ATMEL Nantes. Puis en 2005 il y a

scission du site ATMEL que MHS rachète pour 1€

Déjà, lors du rachat, la structure se sépare de 70 personnes.

Forcément, les élus du personnel émettent des doutes sur les motivations de cette session/scission supputant le sous traitement d'un plan social. D'autant que sur 10 ans, les différentes réorganisations ont conduit à six plans sociaux.

Le jeu spéculatif continue ainsi entraînant une mise à sac programmée de MHS au profit de sa holding.

Comme toujours dans ce genre de situation, la filière qui crée des richesses par le travail de ses salariés est sacrifiée au profit de logiques purement financières.

Un vent de colère !

Le collectif « l'Education est notre avenir » à l'initiative de la manifestation du 19 octobre a appelé à des rassemblements le 10 décembre et ce après la grève majoritaire du 20 novembre. Considérant que la mobilisation doit continuer, dans toutes les villes de France comme à Nantes et St Nazaire, enseignants, personnels, parents, étudiants, lycéens, citoyens amis de l'Ecole publique ont demandé au gouvernement qu'il investisse dans l'éducation.

Ne rajoutons pas à la crise celle de l'éducation !

L'Education, ça ne se fait pas dans la division et l'opposition, ça se fait dans le dialogue,

L'Education, ça se fait avec des moyens suffisants, L'Education, c'est construire en sachant où l'on va pour la réussite des

jeunes, où l'on va pour notre société.

La journée nationale des IUT avait donné le ton la veille.

Sur le thème de « la marche funèbre », 1100 étudiants, personnels, directeurs ont exprimé leur inquiétude quant à l'avenir de leur formation.

En cette période

d'animation de Noël, la manifestation de Nantes du 10 a permis d'accrocher sur le sapin les revendications des manifestants et d'ouvrir ainsi la grande braderie du système éducatif.

Le SNES appelle à maintenir la pression, en organisant le 15 décembre un « réveillon revendicatif des lycées » avec occupation nocturne dans tous les lycées le 15 décembre....

La presse locale relève « du désarroi et de la hargne à revendre » dans le mouvement lycéen, X. Darcos est prévenu, il est devant ces responsabilités... Les Nouvelles



Evènements, culture, idées.

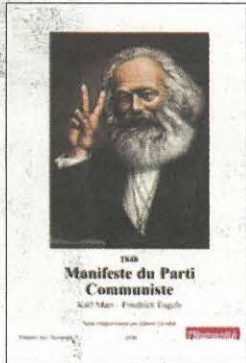
A l'heure de la crise systémique du capitalisme L'actualité retrouvée de Karl Marx

Le formidable séisme financier d'octobre 2008 a balayé la vue de l'esprit selon laquelle la droite libérale avait définitivement "gagné la bataille idéologique" en faveur du marché, le marxisme étant, lui, à ranger définitivement au rayon des "vieilles lunes simplistes". Avant même la crise financière, le doute était déjà dans les esprits. Dès juillet, *Courrier International* titrait un dossier : "Marx, le retour". En cette fin d'année, L.Sève publie dans le *Monde Diplo.*, un article intitulé "Marx contre-attaque". Il y cite ces lignes, écrites il y a un siècle et demi, aujourd'hui d'une saisissante acuité : « Du fait que l'aristocratie financière dictait ses lois, dirigeait la gestion de l'Etat, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique dans les faits et dans la presse, se reproduisait dans toutes les sphères la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui ». Pour L.Sève, c'est cependant sur le fond que se situe l'actualité, à nouveau flagrante, de cette magistrale Critique de l'économie politique que reste Le Capital de Marx. Ce que ses contemporains, au milieu du XIXe siècle, appelaient "la question sociale", l'écart

énorme entre les riches et les pauvres, reprennent de l'ampleur dans les pays développés, mais s'accroissent, jusqu'à l'abîme, dans les comparaisons internationales, comme le soulignent depuis plusieurs décennies les rapports mondiaux (ONU, PNUD). Si dans les pays socialistes on avait fait du marxisme une idéologie de légitimation avec le "marxisme-léninisme", de l'autre côté du rideau de fer, les socio-démocrates l'ont peu à peu vidé de son sens en l'ajustant à leur inscription croissante dans la société bourgeoise, par toute une série d'affadissements, jusqu'à l'abandon final par l'admission récente du marché comme horizon indépassable. Mais aujourd'hui, à mesure que le souvenir du "communisme réel" s'estompe depuis "la chute du mur", le marxisme se révèle parfaitement en mesure d'exercer un attrait moral grandissant, notamment au Moyen-Orient et en Amérique latine, où il n'a en fait jamais perdu de son intérêt auprès des intellectuels universitaires et des mouvements politiques radicaux. Comme explication de leur

situation, il retrouve ainsi beaucoup de pertinence aux yeux des altermondialistes. Certains relisent le Jeune Marx, jugé jadis moins digne de considération par L.Althusser, pour y trouver "un écolo avant l'heure", qui écrivait : « chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol » et « dans la ruine de ses sources durables de fertilité ». Il épuise « les sources d'où jaillit toute richesse ». Cette logique du profit plonge désormais l'ensemble des peuples du monde dans « les eaux glacées du calcul égoïste ». Il faut désormais compter aussi avec l'apparition des "injustices écologiques". Par exemple pour les riverains du Pacifique de plus en plus privés de terres à cause de l'élévation du niveau des océans, notamment au Bangladesh, sans oublier des risques de catastrophes climatiques telles que les tsunamis. Enfin, pour L.Sève, la plus inattendue des actualités de Marx, est que ce formidable critique de l'économie est aussi l'initiateur d'une

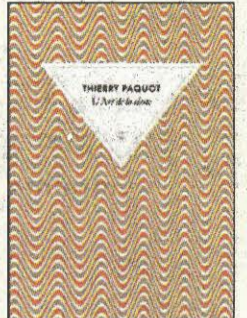
vraie révolution dans l'anthropologie. Une dimension incroyablement méconnue de sa pensée qui ne peut certes s'exposer en vingt lignes, mais dont sa 6ème thèse sur Feuerbach dit bien l'esprit en deux phrases : « L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux ». A contrepied total des délires sarkoziens et du discours libéral sur le "tout génétique", avec leurs naïvetés incultes sur la "nature humaine", et ses soi-disant gènes de l'intelligence, de la fidélité, voire de l'homosexualité et de la pédophilie ! L'oeuvre de ce "Penseur du XXIe siècle" qu'est Marx a peut-être même plus de pertinence aujourd'hui qu'à son époque, s'inquiète le *Financial Times*. Lui qui écrivait : « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, ce qui importe, c'est de le transformer ». Au-delà du fait qu'il est donc admis que Marx est un "grand homme" génial, ce qui est important, admet un philosophe hongrois, « c'est qu'il incarne une caractéristique importante de l'ère capitaliste, qu'il porte en lui l'exigence de son dépassement. Tant qu'il y aura du capitalisme il y aura Marx ».



LIRE

Plaidoyer pour la sieste

Quoi ? Dormir en plein jour ? Faire la sieste ! Honte à tous ceux qui se livrent à cette pratique d'un autre âge, à interdire, condamner, punir. Face à ces clichés, l'auteur proclame : « la sieste est un temps fort d'un art de vivre, qu'il convient de défendre, de populariser, de pratiquer, avec conviction, plaisir et sérieux ». Après avoir traqué les nombreux endormi(e)s diurnes dans la peinture et la littérature, l'auteur, philosophe de l'urbain, professeur des Universités, souligne que « la sieste est mal aimée des sciences humaines et sociales ». Les historiens ont raconté l'histoire du lit, des draps, du ronflement, des insomnies, mais de la sieste point. Les géographes ont tout cartographié. Mais aucune géopolitique comparée de la sieste. Or, si l'Europe du nord se cache pour siester, l'Amérique latine en revendique le plaisir - hamacs du Brésil ! - et dans une moindre mesure, l'Afrique et l'Asie. Les philosophes (Bergson, Bachelard) à travers les notions de temps et de durée, s'étaient intéressés, avant guerre, au "rythme" de la vie. H.Lefebvre a repris cette idée bachelardienne de "rythmanalyse" dans ses travaux pionniers d'introduction à la critique des rythmes de la vie quotidienne. La sieste, contrairement à l'idée reçue vulgaire, n'intervient pas seulement en été, après le déjeuner. Elle nous invite, chaque jour, à une halte, brève et dense. Et nous voilà détendu, requinqué, prêt à redémarrer. Mais attention, la société de l'efficacité veille. La NASA considère que 40 mn de repos dans la journée de travail augmentent de 34% les performances d'un individu. Le patronat s'emploie à récupérer cette aubaine. Des "siestes" s'installent dans certaines entreprises. Pour autant, la sieste doit rester un temps véritablement libre, qui n'appartient qu'au dormeur. C'est un moment de mise-en-présence-avec-soi par une absence délibérée au monde. Un vibrant plaidoyer pour une maîtrise de l'emploi du temps de chacun par chacun, pour la reconnaissance d'un moment pour rien d'autre que pour dormir - même s'il en est de "crapuleuses" - d'une valeur inestimable. Déculpabilisée, la sieste n'a donc plus besoin d'aucune justification rationnelle, logique. Siesteurs de tous les pays, allongez-vous ! T.Paquot, L'art de la sieste, Ed. Zulma, 2008, 92 p. 8,5 €



VOIR...



Palestine

"Existences Résistances" est le nom d'une collection de livres de photographies dédiés à l'humanité en lutte. Pour ce tour du monde sensible, la première escale est palestinienne.

Rogério Ferrari n'est pas un reporter. Photographe, passeur de sens, d'émotions et de pensée, il ne donne à voir que ce qu'il a reçu en partageant au quotidien cette lutte pour dépasser le silence. Visages de femmes, regards d'enfants, gestes suspendus des hommes, la lourde clé d'une maison disparue, un cerf-volant surpris avant de s'élever : nous devons nous hisser pour regarder, et cesser d'être spectateur. R.Ferrari, 64 Photos en N&B, Textes de D.Vidal et L.Khaled, Ed. Le passager clandestin, nov. 2008, 96 p., 18 €

MÉDIAS

On nous raconte des histoires !

Depuis qu'elle existe, l'humanité a su cultiver "l'art de raconter des histoires", un art partout au cœur du lien social. Mais depuis les années 1990, aux États-Unis puis en Europe, il a été rattrapé par les logiques de la communication du capitalisme triomphant, sous l'appellation anodine de "storytelling" [litt. récit d'histoires]. Celui-ci est devenu une arme aux mains des "gourous" du marketing, du management et de la communication poli-

tique, pour mieux former les esprits des consommateurs et des citoyens. Derrière les campagnes publicitaires, mais aussi dans l'ombre des campagnes électorales victorieuses, de Bush à Sarkozy, se cachent les techniciens d'une manière sophistiquée de nous raconter des histoires.

C'est cet incroyable hold-up sur l'imagination des humains que révèle C.Salmon dans ce livre. Le marketing s'appuie plus sur l'histoire des marques que sur leur image, les managers doivent raconter des histoires pour motiver les salariés, les militaires en Irak s'entraînent sur des jeux vidéos

conçus à Hollywood et les spins doctor (conseillers en communication) reconstruisent la vie politique comme un récit...



L'auteur dévoile les rouages de cette "machine à raconter" visant à prendre le dessus sur toute tentative de raisonnement rationnel. Ce "nouvel ordre narratif" va au-

delà de la création d'un langage médiatique engluant la pensée : le sujet qu'il veut formater est un individu envoûté, immergé dans un univers fictif qui stimule les affects, filtre les perceptions, instille les représentations et encadre idées et comportements. Une postface pour cette réédition de 2008 en poche est consacrée à la Saison 1 du feuilleton de la France de Sarkozy, un digne émule de cette nouvelle façon de nous raconter des histoires. C.Salmon, Storytelling, La Machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits, La Découverte/Poche, rééd. aug. 2008, 9 €

près de vous

Saint-Nazaire

Une maison relais pour les plus démunis

Jeannine HOTTELARD, maire adjointe aux affaires sociales, a inauguré une maison relais de 17 logements d'urgence pour les plus démunis. Cette nouvelle réalisation complète le centre Blanqui (30 chambres individuelles) et le parc de 16 logements temporaires qui existaient déjà sur la ville. Elle permet de porter la capacité d'accueil «à hauteur des besoins identifiés, soit environ 300 places». «Un équipement destiné principalement aux personnes seules, sans contrainte de durée de séjour pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle et leur intégration dans le cité» souligne l'élue communiste qui s'est beaucoup investie, veillant, par exemple, à ce que les rez-de-chaussée soient spécialement aménagés pour les personnes âgées et les handicapés.

Blain

Premier bilan de mandat

Devant quelques 200 blinois rassemblés salle des fêtes, la municipalité s'est prêtée au jeu des questions réponses pour faire le bilan de ses huit premiers mois de mandat. «Une première dans la vie de notre commune» a souligné le maire socialiste Daniel LEROUX. Intervenant à propos du plan local d'urbanisme, Jean Luc PLUMELET, premier adjoint, a confirmé qu'il fallait densifier l'habitat, lutter contre le mitage et l'éparpillement. «On n'ouvrira de nouvelles zones constructibles que lorsque celles qui existent seront remplies» a-t-il précisé. Dominique DELACRETAZ, maire adjointe à la solidarité a confirmé que l'ancien presbytère pourrait devenir «une maison de la santé». Elle souhaite ainsi donner un signal fort «à des spécialistes qui pourraient s'installer à Blain où une clientèle potentielle existe».

Couëron

Charlotte BARDON appelle au rassemblement

«Pour notre commune, Nantes Métropole, joue un rôle majeur» a constaté Charlotte BARDON lors du dernier conseil municipal. «Au cours du dernier mandat, les communautés urbaines ont injecté dans l'économie 48,7 milliards dont 15,3 milliards d'investissement, ce qui contribue au développement de l'activité, des revenus et de l'emploi». Elle s'est donc vivement inquiétée de la volonté du président de la République de supprimer la taxe professionnelle : «93% des recettes fiscales directes des communautés urbaine». Elle a appelé à se rassembler pour obtenir «une réforme de la fiscalité locale, demandée par toutes les associations d'élus, réforme qui, pour les élus communistes et républicains, doit élargir les bases de la taxe professionnelle aux actifs financiers des grandes entreprises ce qui permettrait d'augmenter les dotations aux collectivités de l'équivalent de 400 € par habitant».

L'invité

■ Comment forcer la porte des intercommunalités ?

Au dernier conseil municipal, le maire de Missillac présentait le schéma de cohérence territoriale (le SCOT) de notre intercommunalité. Un document qui va façonner notre ville pour les vingt prochaines années. Les élus de la liste «Missillac solidaire, écologiste et citoyenne» ont demandé à présenter leurs observations. Bernard LELIEVRE a refusé affirmant qu'il donnait «une simple information aux conseillers municipaux». Ecartée de la communauté de communes, l'opposition municipale, n'aura donc jamais pu dire son mot. Comment peut-on, dans ces conditions, comme le fait abusivement le maire, parler de «projet partagé»? Projet partagé par qui, d'ailleurs, quand les citoyens ne sont informés qu'après coup par le magazine de la communauté? Sur le fond, cette absence totale de concertation et la présentation qualifiée de «technique» imposée par le maire permettent d'esquiver les problèmes et de masquer un réel manque d'ambition pour la commune. Prenons l'exemple du logement social. Le SCOT du pays de PontChâteau et de Saint-Gildas des Bois s'engage à «poursuivre et renforcer les efforts engagés». Une grande ambition quand on sait que, notre intercommunalité, en matière de logement social, n'a encore rien commencé...ou si peu! Au-delà de la polémique, les «3700 résidences principales supplémentaires» (page 5) à construire d'ici 2020 sous-estiment gravement l'effort à fournir pour répondre aux besoins. Les urbanistes, les aménageurs, les professionnels considèrent aujourd'hui que les évolutions lourdes de la société (jeunes cherchant un logement qui veulent rester vivre dans leur commune, familles recomposées, allongement de la durée de la vie, souhait des plus âgées d'habiter en appartement...), obligent les collectivités à prévoir un logement neuf construit par personne supplémentaire accueillie. Compte tenu de la pression démographique que prévoit le document, ce sont 6000 logements neufs qu'il faut réaliser dans les 12 prochaines années. On pourrait faire les mêmes observations pour l'école, les infrastructures de santé, le développement économique, les transports... Le problème posé, c'est de savoir de quels moyens nous disposons pour forcer la porte de ces intercommunalités dont les compétences s'accroissent régulièrement (tout comme le prélèvement fiscal correspondant), pour qu'elles ne servent pas à éloigner encore davantage les habitants des lieux de décisions.



Michel Guillet, conseiller municipal à Missillac

■ Loire et Sillon

Opposée à la piscine, la droite boit la tasse

La période constitutive de la Communauté de Communes de Loire et Sillon (2002-2008) fut celle «d'une aimable cohabitation gauche droite : il s'agissait avant tout de ne pas faire de vagues sous le couvert d'un soi-disant «apolitisme» consensuel» remarque Jean Yves MARTIN pas mécontent d'avoir fait voler tout cela en éclats lors du dernier conseil communautaire. Les adversaires savenaisiens de la piscine, un collectif téléguidé par la nouvelle municipalité de droite, y ont en effet déposé, avec fracas, une motion intitulée «Contre la piscine au lac de Savenay». «L'idée d'une piscine couverte remonte à mars 2004, où j'avais, en tant que candidat communiste, dans le scepticisme général, posé cette question pendant la campagne des cantonales» rappelle Jean Yves qui a bataillé ferme contre à un tel abandon. Devant l'adversité, la droite savenaisienne s'est divisée éparpillant ses votes «façon puzzle». Le conseiller de La Chapelle Launay a finalement obtenu gain de cause par 24 voix sur 37 «Se trouve ainsi respecté le principe républicain qui veut qu'on ne peut faire totalement table rase des projets des équipes précédentes» se réjouit l'élue.



L'activité

■ Rezé

Le droit opposable au logement inapplicable

A l'occasion du renouvellement de l'adhésion de la ville au fonds de solidarité pour le logement (FSL), Mireille PERNOT s'est félicitée que le ministre du logement ait été désavoué par les sénateurs puis par les députés dans sa tentative «de vider la loi SRU de son sens en assimilant l'accession sociale à la propriété aux 20% de logements sociaux obligatoires dans chaque commune».

Elle a, par ailleurs, exprimé, au nom du groupe communiste, les vives inquiétudes que soulevait le manque d'ambition des orientations gouvernementales en la matière.

Pire, au moment où des sans abris dont le nombre ne cesse d'augmenter, meurent victimes des premiers froids, la loi instituant le droit opposable au logement (loi DALO) entrée en vigueur le 1er décembre, se révèle quasiment inapplicable malgré les initiatives prises par les associations. «Sur les 40 000 recours déposés, une poignée seulement sera traitée faute de moyens humains».

■ TER

63 rames neuves supplémentaires en 2009

Neuf comité de lignes regroupant les responsables de la SNCF, les associations d'usagers, les syndicats du personnel, les représentants de l'Etat et les élus locaux ont été mis en place, depuis 2004, dans les Pays de la Loire où le nombre de voyageurs transportés par les TER augmente chaque année (12 millions en 2007). Gilles BONTEMPS a présidé à La Baule où un nouveau pôle d'échange intermodal est en cours de réalisation, la quatrième réunion du comité de ligne Saint-Nazaire - Le Croisic. L'occasion pour les participants d'examiner au plus près comment fonctionne cette voie qui achemine sur la côte d'Amour les salariés pendant l'année et les touristes l'été. La fréquentation de la ligne Nantes-Saint-Nazaire a augmenté de 7,4% en 2007 (1,39 millions de voyageurs transportés). Ce succès qui se confirme en 2008, a entraîné des surcharges et des retards aux heures de pointe. L'encombrement affecte également la ligne Nantes-Redon. De nouveaux TER sont pourtant déjà en circulation et «les efforts d'investissement vont se poursuivre» a confirmé le vice président de la Région «63 trains neufs supplémentaires ont été commandés pour 2009»





« En 2008, vous avez été nombreux à répondre à nos sollicitations et à apporter votre témoignage pour nous faire partager vos convictions. C'est grâce à ce lien de proximité avec le monde associatif, politique et syndical que se construisent toutes les deux semaines les Nouvelles de Loire Atlantique autour d'une petite équipe de rédaction, de correction et de secrétariat. Merci à tous et rendez-vous en 2009 pour écrire ensemble de nouvelles pages au coeur du mouvement populaire, pour informer et décrypter à gauche l'actualité politique et sociale départementale. »

Aymeric Seassau



« Nouvelles de Loire Atlantique »
 Directeur de la Publication :
 Aymeric SEASSAU
 Commission paritaire: N° 0310 | 86504
 Imprimerie: IMPRAM Lannion
 Composition: SEM Locminé
 Responsable de la rédaction:
 Aymeric SEASSAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
 e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
 Marie-Annick BENÂTRE
 Yannick CHENEAU
 Michel DEJEU
 Pedro MAÏA
 Jean-Yves MARTIN
 Yann VINCE

